



L'antidote CGT

La journée nationale d'action interprofessionnelle du 5 octobre contre l'austérité et le progrès social est un départ encourageant dans le nécessaire retour de la contre-offensive du monde du travail.

L'urgence est aux prolongements que nous saurons lui donner sur chaque lieu de travail jusqu'à l'échelle du pays.

Sur l'emploi, les salaires, les services publics, les retraites ou la protection sociale, les colères et inquiétudes sont légitimes et profondes. D'autant plus conséquentes que l'argent existe pour satisfaire les revendications et changer d'orientation. Il coule à flots pour certains et ne ruisselle pas vers les catégories populaires et les plus défavorisés. C'est le combat de classe dans lequel nous sommes et il mérite d'être amplifié pour résister et pour gagner la reconquête des jours heureux. L'espace public est saturé par les thèmes identitaires et racistes. Les médias, concentrés dans les

maines d'une poignée de milliardaires, pratiquent un jeu dangereux et irresponsable. Ils alternent entre désinformation et relai complices d'une stratégie politicienne mortifère.

Dans la séquence dans laquelle nous sommes, libéralisme et montée du fascisme dominant et sont les véritables remparts d'un capitalisme en crise. Face à cette montée des périls, la CGT et le syndicalisme dans son ensemble ne peuvent jouer petit bras ! Ni dans les nécessaires contenus alternatifs radicaux, ni dans les actions saute-mouton. Le monde du travail a besoin d'un plan de bataille pour impulser la question sociale dans le débat politique qui s'aiguise. Il dépend de chacune et chacun de nous, de notre pugnacité, comme de notre audace.

L'antidote CGT au virus capitaliste reste le seul remède pour notre émancipation ●



Salariat et Forces organisées dans le privé : forces et faiblesses


Le secteur du privé représente 73% des travailleur.euse.s dans le Val-de-Marne, soit 227.000 salarié.es, dont 43% sont des ICTAM (Ingénieurs Cadres Technicien.nes Agent.es de Maitrise). La CGT rayonne (seulement) sur 156600 d'entre eux et est absente de 122 entreprises de + de 100 salarié.es. Malgré ce déficit d'implantation, la CGT obtient 23% des votes CSE dans le département et 1328 salarié.es sont élu.es sous l'étiquette CGT (seulement 203 sur les collèges 2 et 3).

Beaucoup de ces élu.es sont inconnu.es des structures territoriales (UD et UL) et se retrouvent totalement isolé.es du reste de la CGT. Ces élu.es n'ont donc ni accès aux formations syndicales ni à la vie démocratique interprofessionnelle de l'organisation. Ils et elles, ne participent pas non plus, de fait, au renforcement de la CGT en dehors de leur entreprise.

Cela participe de la volonté du patronat « d'institutionnaliser » les militant.es, et d'affaiblir une CGT de classe et de masse, la

réduisant dans certaines entreprises à de simples « partenaires sociaux ». Cette stratégie fonctionne et met nos structures de proximité en grande difficulté. Il est de notre responsabilité en tant qu'élu.es et mandaté.es CGT de résister et de combattre cette tendance.

C'est pourquoi l'Union Départementale et les Unions Locales mettent en place des plans de visites des bases syndicales connues et se rapprocheront des fédérations pour aller au contact de tous ces élu.es « inconnu.es » de l'organisation. Des plans de renforcement se décident également en territoire afin d'implanter la CGT dans les « grosses » entreprises dans lesquelles nous sommes absents.

Nous appelons chaque syndicat et section syndicale à se rapprocher de son UL, afin d'aider à la mise en œuvre de ces plans de travail. Solidaires, efficaces, déterminés, tous ensemble nous gagnerons ! 

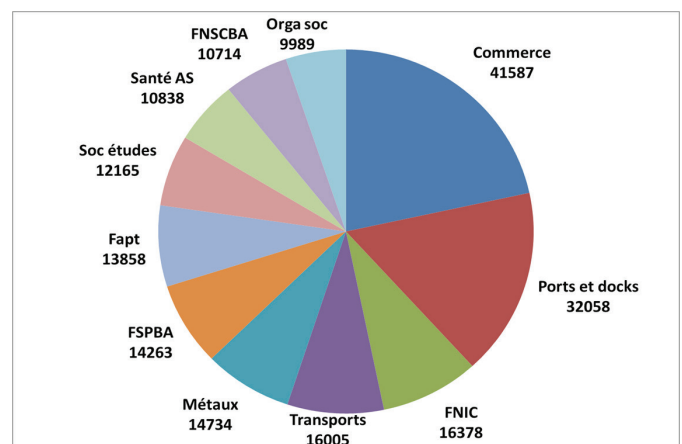
Infos importantes sur le salariat du privé (Hors TPE) dans le Val-de-Marne

- Nombre de salarié.es (inscrits) = 226 955
- Nombre d'ICTAM (collèges 2 et 3) = 97 743 (soit 43%)
- Nombre de votant.es = 127 610 (soit 56%) 51% chez les O/E contre 62% chez les ICTAM

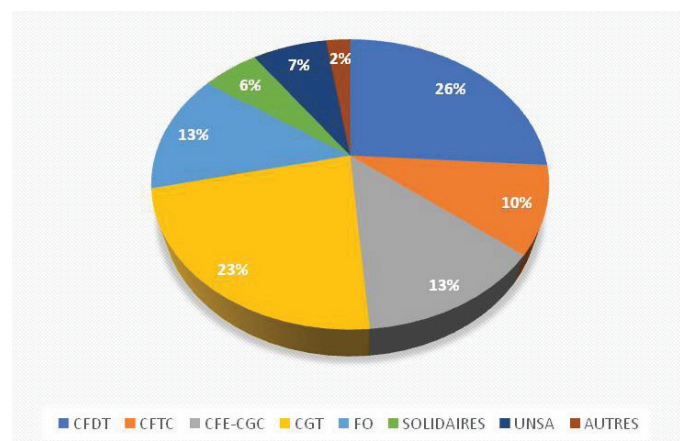
Analyses de nos forces organisées

- Sur 1 411 listes, la CGT est présente sur 638 (156 637 salarié.es). La CGT est absente de 773 listes (70 318 salarié.es). La CGT a 1 328 élu.es.
- 327 entreprises de plus de 100 salarié.es (487 scrutins), 140 835 salarié.es soit 62% des travailleurs.euses du privé. La CGT est présente dans 205 de ces entreprises et a déposé 283 listes et a 804 élu.es. 100 104 salarié.es dans les entreprises de + de 400 (44%).
- Dans les + de 100 avec la CGT présente, la CFDT n'obtient que 17 241 voix contre 20 023 pour la CGT. C'est donc bien un problème d'implantation ainsi que de présence CGT sur les collèges 2 et 3.
- **La CGT est présente sur 107 listes (représentant 35 113 salarié.es) des collèges 2 et 3, mais n'obtient que 5 581 voix (contre 7 011 pour la CFDT) ; 203 élu.es CGT dans les collèges 2 et 3.**

Poids des Fédérations dans le salariat (Privé)



Représentativité dans le privé avec TPE



Des collectifs pour répondre à nos ambitions revendicatives et organisationnelles

Après chaque congrès, la Commission Exécutive de l'UD réfléchi, en lien avec les décisions prises par les syndicats, à la mise en place de différents collectifs départementaux. Une nouvelle fois nos ambitions sont grandes et notre organisation se structure pour y répondre au mieux. Il ne s'agit ni « d'empiler » les collectifs, ni de se « contenter du minimum », mais bien de rendre encore plus efficace notre action départementale. Ces col-

lectifs ont pour but de travailler les grands champs d'activité CGT sur le département, afin d'être le plus utile possible à la fois aux syndicats et syndiqué.es du Val de Marne ainsi que, plus largement aux travailleurs.euses, retraité.es et privé.es d'emploi.

L'animation de chaque pôle, secteur et collectif est de la responsabilité d'un.e membre de la direction de l'UD. Quant à la composition des collectifs, au-delà des membres de la CE, il est nécessaire, pour en assurer le bon fonctionnement, que les militant.es des syndicats et sections syndicales du département y participent. Nous vous invitons donc à aborder cette question lors de vos prochaines réunions syndicales, afin de permettre aux camarades qui le souhaitent de pouvoir s'inscrire dans un ou plusieurs de ces collectifs départementaux. Nous comptons donc sur l'implication du plus grand nombre pour continuer à faire de la CGT 94, une organisation de masse et de combat au service des salarié.es du Val-de-Marne ◉

ORGANISATION DE L'UD CGT 94

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Cédric Quintin

Secrétariat : Fanny Comiti
sec.gen@cgt94.fr • Tel : 01.41.94.94.12

POLE ORGANISATION / VIE SYNDICALE

Sébastien DANDURAND

viesyndicale@cgt94.fr

Secrétariat : Véronique SAMSO – LEPRAT
sec.orga@cgt94.fr • Tel : 01.41.94.94.18

Secteur Politique Financière

Caroline VIAU

sec.finances@cgt94.fr

Secrétariat : Noëmy BONVARD
sec.admini@cgt94.fr • Tel : 01.41.94.94.04

Secteur Formation syndicale

Coline POURRE- BARROIS

formationsyndicale@cgt94.fr

Secrétariat : Véronique SAMSO - LEPRAT
sec.orga@cgt94.fr • Tel : 01.41.94.94.18

Liste des collectifs départementaux et leurs animateurs.ices

Collectif syndicalisation

Julien LEGER et Alexandre EL GAMAL

Collectif ALS (Animation des Luttes et Sécurité)

Thierry LAGAYE

Collectif élections professionnelles / protocoles

en cours...

Collectif Orga/Cotisations/vie démocratique

Sébastien DANDURAND

POLE REVENDICATIF :

Benjamin AMAR

benjamin.amar@laposte.net

Secrétariat : Fanny COMITI
sec.polrev@cgt94.fr • Tel : 01.41.94.94.12

Accueil permanences juridiques :

Sandrine SAVIGNARD

standard@cgt94.fr • Tel : 01.41.94.94.00

Liste des collectifs départementaux et leurs animateurs.ices

Collectifs migrants

Thierry LAGAYE en co-responsabilité
avec Philippe JALOUSTRE

Collectif salaires : Pascal COLLEMINE

Collectif services publics/entreprises publiques

Franck JOUANNO et Guillaume PEAN

Collectif protection sociale

Isabelle EUSTASE

Collectif DLAJ

Benjamin AMAR (provisoirement), à voir éventuellement avec un camarade siégeant aux prud'hommes. Une commission rattachée au collectif DLAJ chargée de traiter des discriminations syndicales

Collectif femmes / égalité

Ana MACEDO

Secteur communication

Valentin SOEN

communication@cgt94.fr
Secrétariat : Fanny COMITI
communication@cgt94.fr • Tel : 01.41.94.94.12

Secteur Europe/inter

Julien LEGER

cgtud94europeinter@outlook.fr

Smic, salaires et pensions contre dividendes et paradis fiscaux

Tel est le cœur de l'antagonisme et de l'affrontement en cours. Déjà présente sur la première marche du podium de la journée d'action nationale interprofessionnelle du 5 octobre dernier, l'exigence d'une revalorisation salariale monte incontestablement en puissance. Partout, il convient de la fortifier et de l'étendre pour gagner, au cas par cas, des augmentations générales et collectives concrètes, mais également, d'en faire un sujet incontournable de débats et de luttes dans tout le pays. Au rouleau compresseur libéral, nous devons et pouvons y opposer une déferlante de mobilisations sociales ! Les quelques lignes qui suivent doivent aider à nourrir notre argumentaire, nos tracts d'entreprise, nos prochaines actions et notre détermination.

Déconstruire la propagande de la hausse du Smic et du bilan de la macronie

Pour éviter une explosion sociale et en réponse aux injustices, à la guerre de classe et à la flambée des prix, gouvernement et patronat sont à la manœuvre. Ils multiplient les saupoudrages pour contenir les colères. Chèque énergie, hausse minime de l'allocation de rentrée scolaire, lissage des hausses d'énergie, mascarade sur la revalorisation du Smic, due, à vérifier, à une inflation de plus de 2% comme l'y oblige le code du travail, baisse des cotisations et pleurnicheries tous azimuts sur des minimums de branche toujours inférieurs au salaire minimum.

Aux antipodes de l'exercice d'autosatisfaction de l'exécutif, 56% des Français estiment que leur pouvoir d'achat a diminué sous l'ère Macron. Hors pandémie, il est évident que toute la politique du monarque, sur injonction du Medef et de la Commission européenne, aura été guidée vers la baisse des dépenses publiques et l'allègement de l'imposition des plus riches et du capital (suppression de l'ISF, flat tax, transformation du CICE

en exonérations durables, etc...). Envolée des dividendes (51 milliards d'euros, + 22%), enrichissement des plus fortunés, salaires des grands patrons (250 années de Smic annuel), aides publiques (240 milliards), il vous sera facile de retrouver dans nos publications, la vérité des comptes.

Il nous faut les marteler, les utiliser dans nos expressions et notre activité syndicale pour ne laisser perdurer aucune désinformation du camp d'en face. Notre pays compte plus de pauvres et de précaires après le quinquennat qu'il en comptait en 2017. Les pensions de retraite n'ont pas progressé, le gel du point d'indice chez les fonctionnaires demeure et la guerre aux privé.es d'emploi a pris une nouvelle dimension.

Les détresseurs des peuples

A ce cataclysme social, nous pouvons désormais y opposer et dénoncer la systémique évasion fiscale mondiale des riches et des puissants. Ce sont les mêmes qui s'enrichissent scandaleusement sur la pandémie ! Nous savions le capitalisme immoral et jamais assouvi dans sa soif d'argent. Aujourd'hui, nous connaissons l'ampleur du hold-up ! Plus de 11 000 milliards de dollars planqués dans des sociétés offshore, elles-mêmes à l'abri dans les paradis fiscaux. De quoi éradiquer plusieurs fois la faim dans le Monde., soigner la planète et augmenter les salaires de toute l'Humanité.

C'est bien dans l'articulation locale et globale de notre activité syndicale que nous gagnerons les consciences sur l'existence et la faisabilité d'autres choix. C'est un combat âpre et exigeant, mais il est temps de l'élever à la hauteur de la gravité de la situation et de le porter sur chaque lieu de travail. Seul endroit d'où sont issues toutes les richesses et qui doivent revenir au travail en opposition au capital ●

Sur le front du passe sanitaire...

La CGT l'a déclaré haut et fort. Elle est opposée farouchement au passe sanitaire. Ce dispositif est une nouvelle occasion pour la majorité macroniste de piétiner le Code du Travail et les conditions de travail des personnels soignants.

Dans le Val-de-Marne, nous avons pointé, avec réactivité, les contradictions du passe sanitaire avec le secret médical, les prérogatives de la médecine du Travail, mais aussi avec le règlement européen du 14 juin 2021, qui condamne toute discrimination au regard de la vaccination. C'est à ce titre que nous avons mis en place un vade-mecum juridique à la disposition des salarié.es sanctionné.es afin de riposter en référé prudhom-mal.

Il faut noter que les patrons ont visiblement la main qui tremble

et ont, du moins dans le département, très peu sollicité les dispositions du passe sanitaire, puisque nous avons reçu très peu de remontées relatives à des sanctions. Si à Carrefour Bercy 2 nous avons recensé une tentative et nous avons commencé à récolter les éléments, la procédure s'est arrêtée avec l'arrêt du passe sanitaire dans les centres commerciaux. Nous rappelons d'ailleurs ici notre disponibilité, aux salarié.es confronté.es à ce type de mesures.

En revanche, la situation des personnels soignants en butte à l'obligation vaccinale est plus conflictuelle puisque nous avons connaissance de 276 d'agent.es suspendu.es à ce jour dans le Val-de-Marne, avec des mobilisations fortes dans certains établissements, comme récemment à l'hôpital Paul Guiraud à Villejuif ●

Brèves

Formation OQVS

En novembre, un stage « organisation qualité de vie syndicale » (OQVS) aura lieu du 15 au 17 et sera suivi par une 3^e session de formation « Cogitiel ».

Plusieurs places restent disponibles pour le stage OQVS. Il s'adresse principalement aux secrétaires généraux, aux responsables, ou en devenir, de l'« Orga et vie syndicale ».

Il a pour but d'équiper les dirigeant.es pour développer, voir ré-impulser la vie syndicale dans leur structure et de faire connaître la démarche et les outils CGT pour se déployer et se renforcer.

Formation CSE- CSST

Du 6 au 10 décembre, se tiendra à l'UD, la formation CSE-CSST qui a pour but de donner les clés et les réflexes permettant de prévenir et garantir les conditions de travail en matière d'hygiène et de sécurité au sein du conseil social et économique de l'entreprise. Il reste des places !

→ À vos inscriptions : udcgt94.fr/formations/

Tour d'horizon du secteur formation de l'UD94

Le secteur formation a pour but de mettre en œuvre les décisions prises en congrès et par la direction syndicale en matière de formation aux militant.es. Le secteur formation se compose d'une responsable de formation (RFS) Coline Barrois, d'une secrétaire administrative, Véronique Samsou-Leprat et d'un pool de formatrice-eurs.

Le RFS organise des rencontres régulières avec ce dernier afin de l'informer des évolutions liées à la formation au sein de la CGT (parcours, contenu, modalités...), leur propose un suivi particulier leur permettant d'évoluer en tant que formatrice.eur, travaille avec eux le plan et le calendrier de formation. Ces rencontres ont aussi pour but d'échanger entre formatrice.eurs sur leurs expériences de stage, les points positifs, de vigilances ou à améliorer dans l'animation d'un stage. Ils/elles sont amenés à intervenir sur n'importe quelle formation sur demande auprès du RFS.

Les structures s'adressent au RFS et non aux formatrices-eurs pour l'organisation de leur stage. En effet, l'organisation d'un stage s'élabore avec le RFS qui sera ensuite, chargé de mettre en lien la structure (UL ou syndicat), avec le/la formatrice.eur adapté.e. Il est donc pris en compte leurs savoirs et savoir-faire, leurs souhaits de secteurs comme d'animation de stage. Pour permettre de réaliser un plan de formation en adéquation avec les besoins des structures et des militant.es, des points réguliers ont lieu en CE de l'UD, en réunion UL/US et au moins 3 fois par an, dans des rencontres spéciales, secteur de formation et secrétaires généraux ou référent d'UL sur la formation.

Enfin, la formation syndicale étant un outil indispensable au service de la politique d'action de notre organisation, le secteur formation œuvre pour le renforcement du pool formatrice.eur et prévoit l'organisation de deux stages de formation formatrice.eur, en 2022, pour former de nouveaux militant.es

→ Si dès à présent, tu es intéressé.e, contactez le secteur au 06.42.41.12.36 ou sur formationsyndicale@cgt94.fr

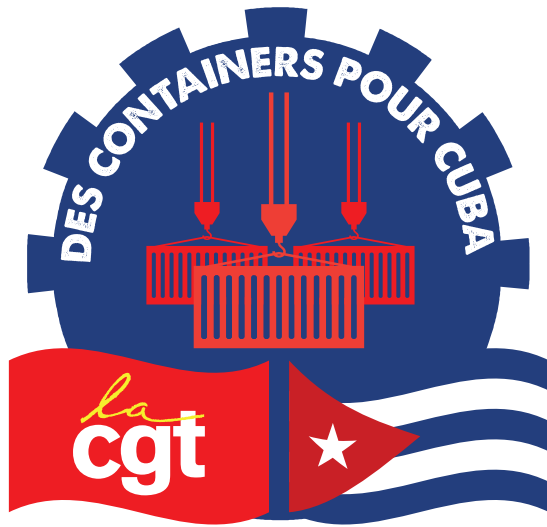
Retour sur la FSG1 à Bonneuil

Début septembre, une dizaine de camarades ont réalisé leur formation générale de niveau 1 à l'union locale de Bonneuil. Ce stage s'est déroulé sur 5 jours avec plusieurs formatrices-eurs qui animaient, pour certain.es pour la première fois.

Autour de la table étaient accueilli.es des camarades de la RATP, d'entreprises du transport et des agent.es territoriaux.ales. Les débats furent riches et intéressants lors ce stage autour de l'affiliation de la CGT à la CES, par exemple, ou de la construction du rapport de force, du langage militant...

Cela a d'ailleurs permis à plusieurs camarades de s'inscrire, à la sortie, sur d'autres stages dont le niveau 2. Les stages sont des moments d'échange, de partage et de découverte enrichissants dans la vie des militant.es. L'interprofessionnalité sur laquelle s'appuie la CGT dans ces stages permet aux militant.es de mesurer pleinement la nécessité d'opérer un front commun entre secteur d'activité, entre public/privé. Toutes et tous rassemblé.es autour d'un unique ennemi : le capitalisme. Enfin, comme tout stage de niveau 1, celui-ci a permis de faire connaître cet outil de proximité indispensable qu'est l'UL et permettra peut-être à ces militant.es d'y participer plus activement. Pour rappel, toutes les demandes de stage de niveau 1 sont à renvoyer aux UL organisatrices.

Il est important que le/la stagiaire inscrit.e participe au stage dans sa totalité, afin de garantir l'organisation du stage et son bon déroulement car l'annulation de dernière minute met en péril le stage et pénalise les camarades restant.es



Des containers pour Cuba

Nous avons déjà communiqué dans ce journal sur la genèse d'un grand projet CGT de solidarité et de soutien concrets envers Cuba. Nous sommes aujourd'hui heureux d'annoncer son aboutissement et son lancement prochain, dans toutes les organisations et syndicats de la CGT.

Ce projet est le fruit, au démarrage, de trois organisations du CCN, qui ont déjà une longue histoire et un partenariat syndical avec Cuba. Fédération CGT des cheminots, fédération CGT de l'énergie et CGT du Val-de-Marne.

En parallèle de leurs initiatives propres (délégations, collectes permanentes etc.), ces trois organisations ont donc décidé de mettre en commun leurs forces et leurs moyens pour amplifier et épaissir notre solidarité (matérielle, sanitaire, alimentaire et financière), envers les camarades de la centrale des travailleurs de Cuba (CTC).

Parce que les besoins vitaux sont vastes et criants, que les privations sont gigantesques et quotidiennes, conséquences directes du criminel blocus impérialiste américain, notre devoir d'aide et de solidarité doit immanquablement se décupler. C'est là la condition première qui permettra au peuple cubain de poursuivre sa résistance pour son indépendance, sa liberté et sa dignité.

Notre projet CGT intitulé « des containers pour Cuba » n'est certainement pas un geste charitable. Il est d'abord et avant tout un geste politique fort, en direction d'un peuple en résistance depuis 60 ans, contre l'impérialisme et le capitalisme. C'est bien cette dimension qui sera donnée dans les outils de communication que nous allons produire pour animer cette campagne CGT. De façon pratique, une vaste collecte d'argent va être entreprise, qui nous permettra d'acheter et d'acheminer nos produits. Ces derniers ont été listés par les autorités cubaines et nos camarades de la CTC.

Soyons nombreuses et nombreux, du Val-de-Marne, à répondre prochainement à cet appel de résistance. Il y a urgence ! 

Sommet Afrique-France à Montpellier

Macron avait annoncé en 2017, l'idée de refonder les relations entre la France et l'Afrique.

Toujours aussi peu démocratique, le sommet écarte désormais les chefs d'État africains, au profit d'une représentation de la « société civile » !

Censé valoriser « l'Afrique qui réussit », il s'agit de promouvoir le courant libéral, afin de diviser les exploités de ce continent, tout en faisant porter sur eux la responsabilité de leurs échecs !

Les objectifs français en Afrique restent bien les mêmes : après des décennies d'esclavage, de colonisation, continuer de profiter des ressources du continent au mépris des questions environnementales, exploiter les travailleurs et parfois des enfants.

Le Franc CFA rebaptisé « ECO », outil de domination, est toujours indexé à l'Euro et garanti par la France.

Aucune dénonciation ou sanction pour que cessent les pratiques des groupes Total, Bolloré ou Castel, pas de remise en cause de la présence et du rôle des missions de l'armée française au Sahel, ou les insupportables visées de l'« immigration choisie »...

Nous dénonçons la politique impérialiste de notre pays, illustrée à travers ce sommet qui renforce la domination économique de la France sur les pays du continent africain.

Face



Dos



T-shirt « Fin au blocus contre Cuba »

Bon de commande - 10 € l'unité

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Taille M | nombre souhaité : _____ x 10 € = _____ € |
| <input type="checkbox"/> Taille M «Col V» | nombre souhaité : _____ x 10 € = _____ € |
| <input type="checkbox"/> Taille L | nombre souhaité : _____ x 10 € = _____ € |
| <input type="checkbox"/> Taille L «Col V» | nombre souhaité : _____ x 10 € = _____ € |
| <input type="checkbox"/> Taille XL | nombre souhaité : _____ x 10 € = _____ € |
| <input type="checkbox"/> Taille XXL | nombre souhaité : _____ x 10 € = _____ € |

**À retourner à l'UD CGT 94 : 11, 13 rue des Archives, 94 000, CRETEIL
Chèque à l'ordre de l'UD CGT 94**

Votre adresse : _____

Brèves

5 octobre, les véritables préoccupations du monde du travail au cœur des débats !

Plus de 160 000 salarié.es, actif.ves comme retraité.es, ont exprimé, avec près de 200 rassemblements, partout en France, leur mécontentement face aux choix économiques et sociaux gouvernementaux dictés par le patronat.

→ Retrouvez le communiqué ici : cgt.fr/comm-de-presse/5-octobre-les-veritables-preoccupations-du-monde-du-travail-au-coeur-des-debats

Mobilisations et travail de mémoire pour la CGT du Val-de-Marne

Ce dimanche 17 octobre 2021, à la Carrière des Fusillés, près de 6 000 personnes se sont retrouvées : de nombreux camarades de la CGT, du Parti Communiste Français, des ancien.nes comme des plus jeunes, des militant.es de gauche, des officiel.les et des élu.es locaux.

La commission exécutive de l'UD, réunie mardi 12 octobre, a décidé de voter l'envoi d'une délégation de la Commission exécutive de notre UD pour participer à la manifestation unitaire antifasciste du samedi 16 octobre. Quatre membres de notre CE se sont ainsi rendus, Place San Giovanni et ont pu porter nos messages de soutien à nos camarades italiens.

→ Reportage sur le site de l'UD : udcgt94.fr/weekend-mob-val-de-marne/

L'heure des comptes !

Chaque année, les directions de nos organisations ont la responsabilité de présenter et valider les comptes financiers de l'année précédente et de les faire approuver par leurs camarades syndiqué.es en AG. C'est la responsabilité de celui ou celle qui a accepté de prendre la responsabilité de la politique financière, mais aussi et surtout de l'ensemble des membres de la direction.

Ce moment de débat démocratique au sein de nos organisations, petites ou grandes, ne doit pas être mis de côté. A contraire. La lecture et l'étude partagée des sommes engagées et reçues est révélatrice de l'activité syndicale : montant des cotisations, participations financières aux actions, achat de matériel ou de documentation, abonnements, organisation d'événements, frais de formation, remboursements, gestes de solidarité, etc. C'est aussi le moment de prévoir un budget prévisionnel pour les actions de l'année à venir. Chacun.e pourra y apporter son avis et enrichir l'activité syndicale avec ses propositions. Et surtout, cela nous protège d'un syndicalisme délégué où seulement quelques un.es s'investissent, en attendant le prochain congrès.

Depuis 2009, les syndicats sont également tenus de publier leurs comptes de résultat, sur leur site internet ou celui de leur fédération. Pour les très gros budgets, il faudra le faire via le Journal Officiel.

Nous avons jusqu'au 31 décembre 2021 pour approuver et publier nos comptes de l'année 2020. Alors, à vos calculettes et tableaux excel. Le secteur Politique financière de l'UD peut aussi vous aider ◉

Pas de syndicalisme de classe et de masse sans les ICTAM

J eudi 16 septembre dernier, s'est tenue une réunion de travail à destination des camarades ingénieur.es cadres technicien.nes et agent.es de maîtrise (ICTAM) CGT, en présence de Sophie Binet, co-secrétaire générale de l'UGICT nationale.

Cette réunion avait pour objet de relancer l'activité CGT en direction des ICTAM du département avec des objectifs rapides et bien concrets.

A l'issue du 21^e congrès de notre UD, nous avons approuvé un document d'orientation qui prévoit, entre autres, des actions spécifiques en direction des cadres du privé comme du public, pour les aider à s'organiser face au rouleau compresseur du Wall Street ou du New Public management qui les isolent, mettent à mal leurs statuts et créent de la souffrance au travail.

Télétravail en mode dégradé, discrimination syndicale, déqualification, responsabilité sociale et environnementale, syndicalisation et affiliation, seront à l'ordre du jour du 19^e congrès de l'UGICT, qui se tiendra du 23 au 26 novembre à Rennes.

L'urgence d'organiser l'activité ICTAM dans notre département s'aligne aussi avec la reprise du cycle électoral des CSE. 43% des salarié.es dans notre département sont des cadres, et nous ne pouvons pas laisser les syndicats qui négocient le poids des chaînes être les seuls à présenter des listes dans les 2^e et 3^e collèges.

La CD UGICT 94 a repris un cycle de réunions mensuelles ouvertes à celles et ceux qui se retrouvent dans nos revendications et veulent faire vivre un collectif offensif et solidaire, face aux attaques du patronat. La conférence départementale UGICT 94 se tiendra quant à elle, à la fin de janvier 2022 ◉

→ Prochaine réunion de la CD UGICT 94 :
Mercredi 27 octobre à 10h
à la Maison des Syndicats « Michel-Germa »
Contact : cdugict@cgt94.fr

Il y a 55 ans naissait l'Union Départementale des Syndicats CGT du Val-de-Marne



Roland Foucard, 1966

C'est la loi du 10 juillet 1964 qui divise l'ancienne Seine et la Seine-et-Oise en sept entités nouvelles : la Seine, pour Paris intra-muros, les Hauts-de-Seine, le Val d'Oise la Seine-Saint-Denis, l'Essonne, les Yvelines et le Val-de-Marne.

L'objectif de cette loi est clair, il s'agit de réorganiser la région parisienne pour faire face aux problèmes que pose l'explosion démographique, mais surtout d'éviter la montée en puissance de la banlieue rouge, en adoptant un redécoupage administratif par Cantons et Départements, sensé assurer une hégémonie de la droite.

Ainsi le Val de Marne comptera un million d'habitant.es, dont 450.000 actif.ves réparti.es en 47 communes. C'est un mélange savant de communes ouvrières et de banlieues pavillonnaires aisées qui, sur le papier, doit donner la majorité à la droite. La suite prouvera que ce n'est pas si simple.

Pour s'adapter à cette nouvelle organisation territoriale, le Bureau confédéral de la CGT décide dans sa réunion du 25 mai 1966, de décentraliser l'UD de la Seine et de créer autant d'UD

qu'il y a de nouveaux départements. En même temps, la CGT adopte le principe de la création d'une Union Régionale pour l'Île-de-France.

Ainsi, le 3 et 4 novembre 1966, réunie à la Grange aux Belles, l'UD de la Seine entérine cette modification et dans la foulée le 5 novembre 1966, dans la salle des fêtes de la Mairie d'Ivry, se tient le premier congrès constitutif de l'Union Départementale des syndicats CGT du Val-de-Marne.

A l'ouverture de ce premier, congrès le Val-de-Marne compte déjà 30.000 syndiqué.es, réparti.es en 280 syndicats et 5 Unions locales.

A la suite des travaux, c'est Roland Foucard, ancien conseiller général de la Seine, Secrétaire du syndicat du bâtiment de la Seine, qui est élu Secrétaire général, avec trois secrétaires adjoint.es pour constituer le bureau : Bernard Jourd'hui (MIOM Vitry) et membre de la CE confédérale, Marion Landrat, Secrétaire de la Fédération du Cartonage et Marcel Roussel (Travailleur de l'Etat) qui était jusqu'alors secrétaire de l'UD de Seine et Oise.

Dans son rapport d'ouverture, comme dans ses conclusions Roland Foucard insiste sur le fait que la création de cette nouvelle UD n'est pas un acte administratif, mais un choix politique, car, si ce nouveau découpage a été pensé par le pouvoir dans le seul intérêt du Capital, il incombe à la CGT d'y faire entendre et triompher les revendications des travailleurs et travailleuses

ORGANISATIONS SYNDICALES

J'ai le pouvoir de protéger mon activité syndicale.

Ce qui est essentiel pour nous à la Macif, depuis plus de 30 ans, c'est de protéger l'activité syndicale de nos partenaires.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants. C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Assurances Banque Santé
Essentiel pour moi

Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.
MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables, autorisée par le Code des Assurances. Siège social : 7, allée de la Paix - 92000 NOISY.
Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13006070 (www.orias.fr)

→ **Contact UD CGT 94**
MAISON DES SYNDICATS
11/13, RUE DES ARCHIVES, 94010 Créteil
Téléphone : 01 41 94 94 00
Email : infos@cgt94.fr
Site internet : udcgt94.fr